

22 OCT 1990

FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS

(F.P.R.- INKOTANYI)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les meurtres ainsi que toutes les autres atrocités que le Président Habyalimana et son armée sont en train de commettre représentent autant d'atteintes aux droits de l'homme et reflètent un mépris total des normes de conduite acceptables en cas de conflit et doivent être condamnés par le monde entier.

Depuis le jour où le Front Patriotique Rwandais - Inkotanyi a pris les armes - la seule alternative qui lui restait étant donné l'intransigeance de Habyalimana - pour libérer le Rwanda de la dictature installée par ce tyran sur notre pays depuis 17 ans, cet homme et ses cohortes armées, soutenus par des militaires zairois (plus précisément la Brigade Spéciale Présidentielle-BSP, mieux connue de par le monde pour le massacre des centaines d'étudiants à l'Université de Lubumbashi, il y a quelques mois) ont déclenché une série macabre qui a coûté la vie à des milliers de civils. D'autres, prêtres, intellectuels, hommes d'affaires, femmes et enfants sont incarcérés sans possibilité de recours à la justice. Parmi les morts, on compte au moins un ressortissant étranger, M. Karume Ouma, un Kenyan.

Le 10 octobre 1990, le monde se réveillait pour apprendre avec horreur le massacre d'au moins 1000 civils par les hommes de Habyalimana dans le Nord du pays. A titre d'explication, le Ministre des affaires étrangères, M. Casimir Bizimungu, déclara que les morts étaient des rebelles déguisés en civils, tandis qu'aux dires de son Ambassadeur à Washington, les morts seraient des civils massacrés par le FPR! De toute évidence, le Ministre et son émissaire n'avaient pas eu le temps de coordonner leurs mensonges! Ce massacre brutal des populations innocentes perpétrées par l'armée de Habyalimana ainsi que les tentatives maladroites de ses subalternes à dissimuler cette tragédie nationale révèlent un gouvernement incapable d'assurer ses responsabilités publiques, un gouvernement qui n'a plus aucun sens de direction et qui de ce fait ne mérite plus de gouverner. Nous tenons à déclarer, encore une fois, que l'Armée Patriotique Rwandaise ne s'attaque pas aux civils, sa mission étant de libérer le peuple rwandais.

Le massacre de quelque mille villageois, innocents sans armes, par des militaires armés de mitrailleuses et de grenades n'est pas le seul acte d'agression insensé commis par Habyalimana et ses hommes. De source sûre, des escadrons de la mort parcourent tout le pays à la recherche de nouvelles victimes. A l'heure actuelle, des hommes de Habyalimana sont en train de couper les

mains des Tutsi pour les empêcher de se battre! A Kigali, la capitale, l'odeur de la mort plane sur la ville, et à part les militaires, personne n'est sûr du lendemain!

Dans le stade ouvert de Nyamirambo, à Kigali, se trouvent actuellement entassés comme des sardines des milliers de Rwandais. Ces pauvres citoyens, qui hier encore avaient un foyer, sont aujourd'hui forcés de vivre dans des conditions inhumaines, sans protection aucune contre le soleil pendant la journée ou contre le froid pendant la nuit. Les conditions sanitaires dans lesquelles vivent ces détenus risquent de déclencher une épidémie qui pourrait leur coûter la vie. Ces hommes, femmes et enfants subissent déjà, en réalité, une mort lente. Non seulement ils ont très peu à manger, mais personne ne leur a dit non plus pourquoi ils sont en détention et ils ne sont pas sûrs d'être traduits en justice. Entourés par des hommes à la gâchette facile, le traumatisme psychique qu'ils endurent est intense tandis que leur espoir de survie est presque nul. Seule la conscience internationale peut les sauver. Elle devrait réagir à cette situation tragique et condamner sans réserve Habyalimana et ses hommes.

Le conflit actuel au Rwanda a une justification historique et politique que le gouvernement de Habyalimana préfère passer sous silence. Pour maintenir au pouvoir son régime meurtrier, clanique et cleptocrate, Habyalimana et ses aides essaient d'induire en erreur la communauté internationale en faisant croire que le conflit actuel est un problème hutu-tutsi et que notre mouvement est un soulèvement tutsi. Toutes ces explications devraient être rejetées comme des simples théories antiques. Leur meilleure place se trouve au fond d'une poubelle de l'histoire.

Le Front Patriotique Rwandais (Inkotanyi) est un mouvement national et non une organisation tutsi; sa composition puise dans toute la Nation (à l'exception bien sûr de Habyalimana et associés). Notre lutte n'est nullement dirigée contre les hutu car ceci équivaldrait à une auto-destruction. Nous luttons contre la dictature de Habyalimana qui a muselé la nation et son potentiel à une évolution démocratique. Habyalimana aurait-il été tutsi, twa, le FPR serait sur le même champ de bataille où il est aujourd'hui. Nous ne nous battons pas contre un groupe ethnique (devrions-nous d'ailleurs parler d'ethnie dans un pays ayant une seule langue et une seule culture?) Nos armes sont dirigées contre un régime qui va à l'encontre des aspirations légitimes du peuple rwandais à l'unité et à la démocratie.

Habyalimana ne veut certainement pas entendre parler de tout ceci!

Depuis que le FPR a commencé sa guerre de libération, il attise les différences ethniques en incitant les Hutu contre les tutsi (le FPR abhorre cette classification); un appel au meurtre entre frères; un appel entendu par son armée et le résultat en est l'ignoble massacre d'innocents dont le monde a pris connaissance grâce à la presse internationale.

Pendant que la presse internationale fait face à ces tueries, nos sources à l'intérieur du pays sont parvenues à nous transmettre les noms des personnes mortes ou présumées mortes comme indiqué ci-après :

A) Morts :

1. Rubangura Védaste, homme d'affaires, Kigali
2. Muvunyi J. Paul homme d'affaires, Kigali
3. Sisi Evariste, homme d'affaires, Kigali
4. Kabeja Thomas, professeur d'Université, campus de Nyakinama
5. Sakumi Anselme, homme d'affaires, Kigali
6. Mulenzi D. + son épouse, fonctionnaire des douanes, Kigali
7. Karambizi Michel + famille (dont un fils, pilote), homme d'affaires, Kigali
8. Ruhashya Epimaque, Col., Kigali
9. Mme Adèle Rwigemera Kantengwa + fils, Kigali
10. Ouma Karuma, driver (Kenyan), Kigali
11. Tom Karakire, homme d'affaires, Kigali
12. Mme Rwigara + 3 enfants, (famille de M. A. Rwigara, homme d'affaires, absent lors des arrestations), Kigali
13. Munyandamutsa Isacaar, grand frère de M. A. Rwigara, Kigali
14. Israel Nsengiyumva, frère cadet de M. A. Rwigara, Kigali
15. Rutungura Martin, Kigali
16. Musoni, Kigali

B) Présumés morts

1. Rév. Père Epimaque Sherti, prêtre à la Paroisse de Kamonyi
2. Nsengiyumva Anatole, Kigali
3. Mukarumongi Béatrice, mère de famille, anciennement employée par Corwaco, Kigali
4. Samazima Jacqueline, soeur de Béatrice (4)
5. Ntashamaje Gérald, fils du Ministre Antoine Ntashamaje, employé à la Bralirwa, Kigali

6. Rugema Donat, employé au Ministère du Plan, Kigali
7. Munyembaraga Narcisse, Directeur, Ministère des Postes et Télécommunications, Kigali
8. Mme Karekezi Séraphina, veuve mère de famille, Butare, soeur de Cécile Mutabonwa
9. Mme Mutabonwa Cecile, commerçante, Butare
10. Gakuba Paul, homme d'affaires, Butare
11. Mutamuliza Marie Thérèse, Butare, épouse d'Egide Ntagwirumugara, professeur d'Université (absent lors des arrestations)
12. Kamugunga Evariste, Butare, père de Marie-Thérèse Mutamuliza, beau-père d'Egide Ntagwirumugara, voir No. 14.
13. Bisalinkumi Nandoni
14. Mbaguta Jean, haut fonctionnaire au Ministère du Plan, Kigali
15. Gakwaya Etienne
16. Mutaganda Fidèle, homme d'affaires, Kigali
17. Munyampundu François, homme d'affaires, Kigali
18. Rubanguran Uziel, homme d'affaires, Kigali
19. Célestin Kanobana, homme d'affaires, Kigali
20. Mme Kyamazima Jacqueline, tante de Mme Kimenyi (Sacramento)
21. Commandant Kayinamura, Kigali
22. Habimana Joseph (+ son épouse Kantengwa Habimana Anne-Marie), 2e Vice-Gouverneur BNR, Kigali
23. Twizere Aloys
24. Mukulira Stanislas
25. Verena
26. Bertin Makuza, propriétaire Rwanda Foam, Kigali
27. Rutayisire, Lt Col, Kigali
28. Gatera Célestin, homme d'affaires, Kigali
29. Musafiri Egide

30. Serge Rwamasirabo, employé du gouvernement, Kigali
31. Kayiranga Xavier
32. Sebakunzi, Major, Kigali
33. Harelimana Faustin
34. Munyampundu François, homme d'affaires, Kigali
35. Iyakaremye Faustin
36. J.M. Vianney Kabagabo, homme d'affaires, Kigali
37. Nduwayezu, Directeur Sûreté Nationale, Kigali
38. America, homme d'affaires, Kigali
39. Mlle Pauline Tuyisenge, Secrétaire (UNICEF), Kigali
40. Florence K. Ngirumpatse, veuve et mère de 3 enfants, Secrétaire (PNUD), Kigali
41. Thérèse Benurugo, employée par UNICEF, Kigali
42. Kalinda Callixte, homme d'affaires, Kigali
43. Gashagaza Charles, homme d'affaires, Kigali
44. Karekezi François, homme d'affaires, Kigali
45. Mudenge, homme d'affaires, Kigali
46. Landouald Ndasingwa, propriétaire de l'hôtel Chez Lando, Kigali
47. Aziza Murebwayire, employée par M. Rwigara, Kigali

Le FPR continuera à exposer au monde les excès du régime de Habyalimana. Les tueries, arrestations arbitraires et les conditions inhumaines dans les prisons de Kigali ont été expliquées par Habyalimana comme des mesures prises pour combattre l'infiltration des rebelles dans Kigali. Les combats entre les soi-disant rebelles et les troupes de la clique Habyalimana ne sont que des fabrications pour induire le monde en erreur. Nos combattants n'ont jamais été à Kigali. Par quel miracle auraient-ils-ils affronté nos frères ennemis? Ce qui s'est passé à Kigali est vraisemblablement un conflit interne parmi les troupes de Habyalimana. L'arrestation du chef du service des renseignements (Nduwayezu), du Lt. Col Rutayisire et du Col. Ruhashya (préssumé mort) est un indice révélateur. N'est-ce pas à cause de ce manque de confiance en son propre armée que Habyalimana a fait appel à tant d'étrangers (Belges, Français, Zairois) pour se maintenir au pouvoir? Il faut ajouter que ses gardes de corps à l'heure actuelle sont des étrangers!

En présentant le défi actuel à son régime comme un problème hutu-tutsi, Habyalimana veut cacher au monde que ses 17 ans de règne sont parsemés de cadavres. Ne parlons pas de violations des droits de l'homme!

Pire, il ose justifier son appel aux hostilités inter-ethniques et aux massacres indiscriminatoires des Rwandais! Dans son livre "Le Général-Major Habyalimana", J.B. Shyirambere écrit : "Certes, la neutralisation du pouvoir civil, le 5 juillet 1973, se passa sans effusion de sang. Mais les arrestations qui eurent lieu aboutirent à des liquidations. Malgré la constitution d'un Conseil de guerre, ajoute Mr Shyirambere, lorsque les condamnés furent amenés à la prison spéciale de Ruhengeri, cela fut pour chacun d'eux, un aller sans retour..."

Voici la liste de ces gens qui ont été conduits en prison pour y rencontrer leur mort :

1. Munyaneza Augustin, Ministre, Gitarama
2. Bizimana André, Ministre, Gitarama
3. Harelimana Gaspard, Ministre Gitarama
4. Nyilibakwe Godefroid, Secrétaire d'Etat, Gitarama
5. Minani Frodouald, Ministre, Gitarama
6. Nzanana Fidèle, Ministre Kibuye
7. Kaberuka Emmanuel, Ambassadeur,
8. Ndahayo Claver, Secrétaire-Député à l'Assemblée Nationale, Gitarama
9. Mbarubukeye Athanase, Secrétaire exécutif du Parti, Gitarama
10. Niyonzima Maximilien, Secrétaire régional du Parti, Gitarama
11. Ntalikure Eli, Secrétaire Général, Gitarama
12. Hodali Alipe, Secrétaire particulier à la Présidence de la République (Gitarama)
13. Kanani Aminadab, Président de la Cour d'Appel (Chambre de Ruhengeri, Gitarama
14. Munyandamutsa Philippe, Président de la Cour d'Appel (Chambre de Kigali), Gitarama
15. Gakire Jean, Secrétaire Général, Gitarama
16. Kalisa Narcisse, Secrétaire Général, Gitarama
17. Ndandali Gaspard, Administrateur de la Banque Nationale du Rwanda, Gitarama
18. Muvunankiko Gérald, Député, Gitarama
19. Misago Mathias, Député, Butare
20. Shumbusho François, Directeur Général, Gitarama
21. Ugirashebuja J. Eric, Directeur Général, Gitarama
22. Bizindori Louis, Directeur de l'ONACO, Gitarama
23. Mivumbi Damien, Directeur Général, Gitarama
24. Ddahimana Stanislas, Directeur Général

25. Nyamaswa Gallican, Officer, Butare
26. Twagirayezu Aloys, Officier
27. Zihinjinshi Oscar Officier
28. Niyoyita Dominique, Officier, Gikongoro
29. Bisabo Alors, Officier
30. habimana Mathias, Officier
31. Habimana Siridion, Officier
32. Muganimfura Aphias, Député National
33. Ntirushwa Siridion, Officier
34. Nubashyimfura Charles, Député National
35. Nyabuhene Fidèle Député National
36. Ndukiye Justin, Député National
37. Mporanyi Prosper, Agent de la Sûreté Nationale
38. Turatsinze Désiré, Directeur à la Caisse Sociale
39. Ntaganzwa Alexandre, Directeur
40. Mlle Karenzi Agnès Fonctionnaire
41. Kanakuze Omar, Commerçant, Gitarama
42. Gasamunyiga Melchior, Directeur Général à la présidence
43. Kabandana P. Célestin, Sans fonction officielle
44. Sebugabo Athanase, Inspecteur d'arrondissement
45. Twagirayezu Epimaque, Agent de la Sûreté
46. Musabe Jules Simon, Diplomate
47. Bizimana Isaïe, Fonctionnaire (Caisse Sociale)
48. Semanyenzi Alfred, Fonctionnaire agricole
49. Twagilimana Boniface, Fonctionnaire agricole
50. Bitsinduka Alphonse
51. Mbaraga, Augustin